



## BRUTALITÉ POLICIÈRE

Le SPVQ  
soumis à  
un examen  
déontologique

Page 5



## VARIANT OMICRON

Nouvelles  
restrictions  
aux frontières  
canadiennes

Page 4

# L'ATELIER

L'INFORMATION PERTINENTE SOUS TOUTES SES FORMES

LE JOURNAL DES FUTURS REPORTERS • LE MERCREDI 1 DÉCEMBRE 2021

ÉDITION  
SPÉCIALE  
EDM19

## Solidaires pour un meilleur salaire

Environ 400 CPE syndiqués à la CSN en grève générale illimitée Page 3



Après des semaines de manifestations, les éducatrices en CPE font connaître leur mécontentement face aux négociations qui stagnent. Laurent Corbeil, L'Atelier



LANCEMENT D'ALBUM  
Dans la bulle de  
Mononc' Serge

Plus d'informations, Page 11

## LITTÉRATURE

L'écrivaine  
québécoise  
Marie-Claire  
Blais n'est plus

Plus d'informations, Page 11



## GHISLAINE MAXWELL

Le pilote de  
Jeffrey Epstein  
témoigne  
au procès

Plus d'informations, Page 8



## MONDE

La Barbade  
s'affranchit

Plus d'informations, Page 8



# L'UPA inquiète face à la crise agroalimentaire

ALICE KIROUAC-NASCIMENTO  
L'Atelier

Les chaînes d'approvisionnement sont mises à mal dans le secteur agroalimentaire, a annoncé le président général de l'Union des producteurs agricoles (UPA), Marcel Groleau. Mardi s'est amorcé le 97<sup>e</sup> congrès de l'UPA, *Nourrir l'humanité durablement*, lors duquel a eu lieu l'allocution du président.

« On a beaucoup parlé de sécurité alimentaire et d'autonomie alimentaire pendant la pandémie parce qu'on a eu peur que les chaînes d'approvisionnement soient mises à mal. Finalement, ces chaînes d'approvisionnement là, ce n'est pas pendant la pandémie qu'elles ont le plus souffert, je dirais que c'est maintenant », a déclaré Marcel Groleau pendant son allocution.

Elles sont fragilisées par les fournisseurs d'équipement et de matériel, qui donnent des délais de livraison de plus en plus longs, sans pour autant donner de garantie en retour. Ce sont donc maintenant les travailleurs agroalimentaires qui doivent s'adapter aux fournisseurs.

## Pénurie de main-d'œuvre

« Certains ne veulent pas parler de pénurie. Ils voudraient qu'on parle uniquement de rareté de la main-d'œuvre, s'est exclamé le président. Quand quelque chose est rare, c'est difficile à trouver, mais ça existe. Quand ça n'existe plus, c'est qu'il y a une pénurie! »



L'industrie agroalimentaire fait face à plusieurs difficultés, notamment liées à la pénurie de main-d'œuvre. Agence France-Presse, Yuri Cortez

Il qualifie la pénurie de main-d'œuvre comme étant sérieuse, grave et obligeant un ralentissement des activités dans le domaine agroalimentaire.

Plusieurs pays songent à s'affranchir de leur dépendance au niveau des approvisionnements. « On a assisté, il y a quelques années, à une délocalisation de l'emploi. Avant, ça coûtait moins cher de produire ailleurs, mais aujourd'hui, on va assister à une délocalisation des investissements si on n'a pas de main-d'œuvre »,

ajoute M. Groleau. Pour l'étudiant en agriculture biologique au Cégep de Victoriaville Ismaël Lamoureux, le statut précaire du secteur agricole limite probablement l'envie qu'ont plusieurs de se lancer dans l'industrie. « C'est sûr que c'est plus encourageant de se lancer dans un secteur où c'est facile de générer des revenus », dit-il.

## Rentabilité contre environnement

Au Québec, l'utilisation de cer-

tains pesticides est interdite, mais acceptée lorsque le produit est importé. « C'est une concurrence déloyale qui n'avantage pas les producteurs locaux », explique Ismaël Lamoureux. Si la population n'aide pas les producteurs agricoles, cela devient difficile pour ces derniers de rester compétitifs dans le marché. Or, il faut protéger les terres agricoles, selon M. Groleau. « C'est comme l'eau et l'air : c'est essentiel, affirme-t-il. On a besoin de la terre pour pouvoir manger. Il faut la protéger. »

## Longueuil autorise l'abattage de cerfs au parc Michel-Chartrand

LUIGI WAHMEREUNGO-  
PALMIERI  
L'Atelier

Selon le rapport de la Table de concertation sur l'équilibre écologique du parc Michel-Chartrand à Longueuil, l'écosystème du parc est en danger en raison d'une surpopulation de cerfs de Virginie. La nouvelle mairesse, Catherine Fournier, a autorisé lundi l'abattage d'une soixantaine de cerfs. En fait, l'écosystème est incapable d'accueillir plus d'une dizaine de cerfs. Une décision que certains Longueuillois, comme Frank Garcia, remettent en question. « On en a vu plusieurs aujourd'hui. C'était le même problème l'année dernière. Les abattre ne changera rien », déplore-t-il.

## COVID-19 : situation sanitaire préoccupante en Estrie

Aucun cas du variant Omicron n'a toutefois été recensé pour le moment

CAMILLE CUSSET  
L'Atelier

L'augmentation des cas de COVID-19 dans la région de l'Estrie inquiète autant le réseau de la santé que la population.

Pour la Sherbrookoise Marie Dufour, l'inquiétude concerne les comportements de la population. « Je me sens inquiète, surtout que j'ai l'impression que beaucoup de gens ne prennent pas ça au sérieux. Je ne crois pas qu'on va nous reconfiner, mais il va y avoir des restrictions », dit Mme Dufour.

Au cours des 7 derniers jours, 906 cas de COVID-19 ont été recensés dans la région, selon l'Institut national de santé publique du Québec. La Santé publique de l'Estrie a recensé 55 éclosions sur son territoire, d'après les données du 28 novembre.

## Contamination et vaccination

D'après les chiffres de la San-

té publique, 387 081 personnes ont reçu leurs deux doses de vaccin contre la COVID-19 en Estrie. Les personnes qui ne sont pas vaccinées seraient les plus touchées par la vague de contamination qui s'abat présentement sur la région. « Dans mon entourage, un couple

« Je me sens inquiète, car j'ai l'impression que plusieurs ne prennent pas ça au sérieux »  
— Marie Dufour

d'amis a eu la COVID récemment. Ils sont non vaccinés », a constaté Marie Dufour.

## Nouveau variant Omicron

À l'heure actuelle, aucun cas du nouveau variant Omicron n'a été découvert en Estrie. Vendredi der-

## ÉDITORIAL

# Offrir de la cohérence pour Noël

VIOLETTE CANTIN

Si la fébrilité inhérente au temps des fêtes se fait déjà ressentir, des incertitudes subsistent quant aux modalités des célébrations. Cette année encore, le gouvernement Legault devra trancher à savoir s'il autorise les rassemblements à plusieurs convives ou s'il confine Noël comme l'année dernière.

## Plusieurs options

Le premier ministre François Legault a mentionné qu'il ne ferait pas d'annonce concernant les festivités avant le 6 décembre et qu'il baserait sa décision sur l'avis de la Santé publique. Il a d'abord l'option d'interdire les rassemblements entre personnes issues de différents domiciles.

Après tout, le nouveau variant Omicron inquiète la planète entière. Près de 20% de la population québécoise n'est pas vaccinée et le réseau de la santé est toujours sous haute pression. Il s'agirait d'une décision intransigeante, mais le premier ministre nous y a habitués dans les derniers mois.

M. Legault s'est cependant dit désireux d'autoriser les rassemblements de 20 à 25 personnes, ce qui constituerait un bon compromis entre un confinement total et une levée des mesures.

Il est vrai que l'isolement pèse sur la santé mentale de la population québécoise depuis près de deux ans. Le fait de revoir sa famille dans le contexte des fêtes ferait sans aucun doute le plus grand bien à quantité de gens.

## La cohérence avant tout

Le premier ministre a deux options sur la table. Peu importe celle qu'il décidera de privilégier, il se doit de l'assumer avec cohérence et transparence. Le Québec n'a pas oublié ses volte-face inacceptables de l'année dernière, alors que, le 19 novembre, il avait autorisé deux jours de rassemblements à Noël pour finalement revenir sur sa décision le 3 décembre. Cette confusion, à un moment où le Québec avait cruellement besoin d'espoir, avait miné le moral collectif.

Soumis aux aléas insupportables de la pandémie depuis près de deux ans, le Québec a le droit de savoir les conditions dans lesquelles il pourra festoyer cette année. Le premier ministre ne peut pas se permettre de tergiverser à nouveau. Et ce, malgré son taux d'approbation astronomique dans les sondages.

Après tout, pour un politicien qui n'a pas hésité à imposer la fermeture des commerces non essentiels ainsi qu'un couvre-feu pendant des mois, décider du nombre de convives permis sous un même toit à Noël n'apparaît pas comme une décision politique si difficile à assumer.



PROXÉNÉTISME ET  
TRAITE DE MINEURE« Je vais la  
claquer ! »AUDREY PILON-TOPKARA  
L'Atelier

Un homme de 27 ans accusé de proxénétisme aurait forcé une adolescente à simuler une fellation sur une réplique à air comprimé d'un pistolet Glock 17.

Dans la vidéo de son interrogatoire, Benjamin Dion raconte à un enquêteur du Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) comment son coaccusé, Steve Bédard, aurait aussi introduit son arme dans le corps de la plaignante.

La déclaration de M. Dion a été corroborée par le témoignage de Jean-Pierre Larente, enquêteur au service de cybersécurité du SPVM, qui a collecté les photos et vidéos où l'on voit la plaignante, âgée de 17 ans au moment des faits, dans lesdites situations sur les réseaux sociaux de Steve Bédard. Benjamin Dion soutient toutefois que la plaignante « aimait ça » et était consentante.

Ces images, circulant sur les réseaux sociaux depuis août 2019, avaient d'ailleurs permis au Groupe tactique d'intervention (GTI) du SPVM de retrouver l'adolescente dans une chambre de l'hôtel Le Chablis à Montréal. Les accusés auraient forcé la plaignante à se prostituer et l'auraient séquestrée avec des menottes. M. Dion relate aussi dans son interrogatoire un épisode à l'hôtel où Steve Bédard s'en serait pris violemment à l'adolescente. Cette dernière aurait fait un commentaire suggérant qu'elle gardait de l'argent pour elle. Il aurait menacé de « claquer » l'adolescente.

Benjamin Dion, âgé de 18 ans lors de son arrestation, a reconnu avoir publié des annonces pour offrir les services sexuels de la victime, en soulignant n'avoir tiré aucun profit du proxénétisme. Il ajoute que c'est la plaignante qui aurait eu l'idée de se prostituer.

Pendant son interrogatoire, Benjamin Dion a demandé une protection policière, car son coaccusé « connaît des gangs ».

Benjamin Dion et Steve Bédard sont accusés de traite de personne mineure, de proxénétisme, d'agression sexuelle armée et de séquestration.



La FSSS-CSN avait annoncé la semaine dernière qu'elle entrerait en grève générale illimitée si elle n'obtenait pas un accord avant le 1<sup>er</sup> décembre. Laurent Corbeil, L'Atelier

## Congé illimité de CPE pour 43 000 enfants

VIOLETTE CANTIN  
L'Atelier

À partir de ce matin, 43 000 enfants n'iront pas à la garderie en raison de la grève générale illimitée des employés des centres de la petite enfance (CPE) affiliés à la CSN qui a été déclenchée hier.

### Questions salariales

L'enjeu prédominant des négociations est le salaire du personnel de soutien dans les CPE, c'est-à-dire les autres titres d'emploi que celui d'éducatrice.

Pour la vice-présidente de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN), Lucie

Longchamps, le refus du gouvernement de consentir à l'augmenta-

« Les travailleuses se tiennent ensemble pour le 15 % qui n'a pas encore trouvé de voie de passage »  
— Lucie Longchamps

tion salariale souhaitée relève de la mauvaise foi.

« Il y a eu énormément de coupures dans ces postes sous les libéraux et jamais d'augmentation

pour suivre le coût de la vie. On ne leur offre pas de rattrapage salarial », se désole-t-elle.

Elle affirme que six millions de dollars seraient nécessaires pour offrir la hausse souhaitée au personnel de soutien, qui représente environ 15 % de l'ensemble des employées. « Les travailleuses sont solidaires, elles se tiennent ensemble pour le 15 % qui n'a pas encore trouvé de voie de passage », explique-t-elle.

Par rapport aux parents qui voient leur horaire chamboulé par l'annonce de cette grève, Mme Longchamps affirme que la CSN est « compatissante » et que « ce qui est mis au cœur de ces né-

gociations, c'est pour les travailleuses et pour les conditions dans lesquelles les enfants sont reçus ». Elle espère que son syndicat parviendra à une entente avec le gouvernement d'ici jeudi.

### Une autre grève possible

Joint par L'Atelier, le conseiller aux communications de la Fédération des intervenantes en petite enfance du Québec (FIPEQ-CSQ), Mathieu Morin, a confirmé que son syndicat est toujours en négociation avec le gouvernement. « On devrait être en mesure d'annoncer si on entre en grève générale illimitée ce jeudi, après une autre séance », a-t-il mentionné.

## CHSLD : des rapports manquants

La coroner Kamel s'impatiente devant le manque de coopération du gouvernement

VIOLETTE CANTIN  
L'Atelier

Des rapports d'inspection effectués dans les CHSLD au printemps 2020 manquent toujours à l'appel. Ils ont continué à préoccuper la coroner Géhane Kamel lors de la poursuite des audiences sur les décès en CHSLD.

Pendant la séance de mardi à Shawinigan, la coroner a affirmé avoir reçu certains rapports

d'inspection provenant de sources confidentielles. Le gouvernement lui a uniquement envoyé une compilation dans un fichier Excel, alors qu'elle souhaitait obtenir les grilles complétées par les inspecteurs.

### Impatience

« Que ça soit fait par un inspecteur du ministère ou par les CIUSSS, ces rapports-là, j'aimerais ça les avoir », a-t-elle lâché.

À Québec, les libéraux et les

péquistes ont respectivement accusé le gouvernement de faire de « l'obstruction » et de « cacher de l'information » en ne fournissant pas à la coroner les rapports qu'elle exige.

### Les CHSLD privés scrutés

Plus tard au cours de l'audience, les présidents-directeurs généraux de sept CIUSSS se sont unis pour proposer qu'un CHSLD privé puisse être pris en charge par un

établissement public sur décret du ministre de la Santé.

Le PDG du CIUSSS Mauricie-et-du-Centre-du-Québec, Carol Fillion, a présenté une série de recommandations signées par lui et six de ses collègues à la coroner Géhane Kamel. En prenant connaissance de la proposition de modification législative concernant les CHSLD privés, la coroner a convenu qu'« on peut parler de tutelle ».



Le tribunal a entendu mardi l'interrogatoire de Benjamin Dion au palais de justice de Montréal. Laurent Corbeil, L'Atelier



# Omicron : le Canada resserre ses frontières

## Des mesures supplémentaires pour entrer au pays

AUDREY ROBITAILLE  
L'Atelier

Tous les voyageurs arrivant au Canada par avion, sauf ceux en provenance des États-Unis, devront se faire dépister à leur arrivée au pays. L'annonce en a été faite mardi par le ministre fédéral de la Santé, Jean-Yves Duclos, lors d'une conférence de presse concernant le variant Omicron.

Même vaccinés, les voyageurs devront se soumettre à un test de dépistage à leur arrivée et s'isoler en attendant leur résultat. Les personnes non vaccinées devront quant à elles se confiner pendant deux semaines et faire deux tests, un dès l'arrivée, et l'autre huit jours plus tard. Le gouvernement n'exclut pas la prolongation de cette mesure, selon l'évolution de la situation.

### Le continent africain touché

Trois pays du continent africain, le Nigeria, le Malawi et l'Égypte, s'ajoutent à la liste des pays visés par des restrictions. Ce nombre s'élevait déjà à sept, soit l'Afrique du Sud, l'Eswatini, le Lesotho, le Botswana, le Zimbabwe, le Mozambique et la Namibie. Les Canadiens qui voyageront dans l'un de ces pays devront s'isoler un minimum de quatorze jours à leur retour. De plus, ils devront se soumettre à deux tests de dépistage. Les voyageurs qui feront es-



Trois pays s'ajoutent à la liste des pays visés par des restrictions. Adrian Wyld, La Presse Canadienne

cale sur le continent africain devront, eux aussi, réaliser un test.

Les ressortissants étrangers qui ont transité par l'un des dix pays visés par les restrictions au cours des deux dernières semaines ou ceux qui y ont séjourné ne pourront pas entrer au Canada.

### Premiers cas au Canada

Deux Ontariens ayant récemment voyagé au Nigeria ont été déclarés positifs au variant Omicron. Les autorités sanitaires

ont confirmé lundi que ces voyageurs sont passés par Montréal à leur retour. Le premier ministre du Canada, Justin Trudeau, souhaite toutefois rassurer la population. « La santé et la sécurité des Canadiens sont nos priorités », a-t-il affirmé mardi matin.

### L'Omicron au G7

Le variant venu d'Afrique était au cœur du G7 lundi, les pays s'étant entendus sur la marche à

suivre dans ce contexte. Ils ont convenu qu'ils allaient continuer d'échanger tous les jours des informations fiables sur la situation à travers le monde. « Nous avons reconnu et applaudi la transparence dont a fait preuve l'Afrique du Sud au cours de la dernière semaine, a confié le ministre de la Santé du Canada lors de cette même conférence. C'est une transparence qui est difficile pour les pays touchés par le variant Omicron. »

## 385 millions pour atteindre l'équité salariale au pays

### Un rapport dévoile les coûts nécessaires à l'application de la loi fédérale

SANDRINE CÔTÉ  
L'Atelier

L'incidence financière nette de l'instauration d'un régime d'équité salariale dans les milieux de travail sous réglementation fédérale est évaluée à 385 millions de dollars en 2025-2026. Il s'agira de la première année de mise en œuvre complète de ce régime, a-t-on dévoilé mardi dans un rapport réalisé par le Bureau du directeur parlementaire du budget (DPB).

« Le rapport tire son origine du fait que le gouvernement a instauré la Loi sur l'équité salariale [en août 2021]. Certains députés ont fait la demande auprès du Bureau pour connaître le coût pour le gouvernement fédéral d'instaurer une parité salariale au sein de la fonction publique canadienne », détaille le DPB, Yves Giroux, en entrevue avec L'Atelier.

Le rapport estime que l'augmentation des coûts de rémunération dans la fonction publique cana-

dienne devrait totaliser 620 millions de dollars en 2025-2026.

En contrepartie, le gouvernement prévoit une augmentation de 235 millions de dollars des recettes tirées de l'impôt fédéral sur le revenu des particuliers attribuable à l'augmentation des sa-

**En 2020, une femme gagnait en moyenne 0,89 \$ pour chaque dollar gagné par un homme, d'après Statistique Canada**

laire des employés dans les milieux de travail publics et privés sous réglementation fédérale.

« La Loi sur l'équité salariale inclut aussi le secteur privé relevant du fédéral, par exemple les banques, les compagnies de transport interprovincial et les

entreprises de télécommunications », précise Yves Giroux.

### Vers la parité

La Loi sur l'équité salariale concerne environ 1,3 million d'employés au Canada — 6 % de sa population active — soit 435 100 employés dans la fonction publique et 823 500 personnes travaillant dans le secteur privé régi par le gouvernement fédéral et les sociétés d'État.

Depuis la mise en œuvre de cette loi, les employeurs qui comptent 10 employés ou plus disposent de trois ans pour élaborer et mettre en œuvre un plan proactif d'équité salariale.

En 2020, d'après Statistique Canada, une femme gagnait en moyenne 0,89 \$ pour chaque dollar gagné par un homme au Canada.

L'équité salariale vise à offrir une rémunération égale aux hommes et aux femmes qui font un travail d'égale valeur.

### RÉACTIONS DE L'OPPOSITION

## Discours du Trône : décevant pour tout le monde

ALICE KIROUAC-NASCIMENTO  
L'Atelier

Le gouvernement Trudeau a été accusé par le chef de l'opposition officielle, Erin O'Toole, d'être déconnecté de la réalité à la suite du discours du Trône du 23 novembre dernier. Une lecture à propos de laquelle l'opposition s'est entendue lundi pour dire qu'elle était faible et décevante.

Lors de sa longue allocution, M. O'Toole a reproché au gouvernement libéral minoritaire de négliger l'inflation au pays et d'en être responsable. « Les banques alimentaires font de leur mieux pour répondre aux besoins des familles dans le besoin [en raison de] l'inflation et [de] l'augmentation du coût de la vie », a-t-il expliqué. M. O'Toole a invité aussi tous les Canadiens à soutenir cette aide alimentaire, notamment durant les temps des Fêtes.

De son côté, le chef bloquiste, Yves-François Blanchet, a déploré le déclenchement d'une élection ni urgente ni nécessaire. « Le discours, c'est supposé être l'explication des dépenses de 600 millions de dollars. C'est pourquoi le Parlement n'a pas fonctionné pendant 5 mois. C'est pourquoi il a fallu prendre deux mois pour écrire quelque chose qui a probablement pris deux heures », a-t-il déclaré, suscitant quelques rires.

### Grand manque d'action

Pour le chef du Nouveau Parti démocratique (NPD), Jagmeet Singh, le plus préoccupant est que le gouvernement Trudeau ne semble pas réellement saisir l'état d'urgence des crises climatique et du logement. Selon lui, le coût de la vie est dans une situation critique: « Les gens en arrachent, les gens ont du mal à se nourrir, à payer leurs factures et, surtout, les Canadiens ont du mal à trouver un logement. Ça ne suffit pas de dire qu'on reconnaît qu'il y a une crise. Si on reconnaît qu'il y a une crise, il faut répondre en conséquence. Le discours du Trône n'annonce pas la vision d'un gouvernement qui propose des mesures appropriées », a expliqué le chef du NPD.

Le discours du 23 novembre portait principalement sur trois éléments. La lutte contre la COVID-19 a été abordée, mais aussi la lutte contre l'augmentation du coût de la vie selon un plan qui priorise deux sujets, soit le logement et les services de garde. Une action climatique qui reconnaît que la croissance économique et la protection de l'environnement vont ensemble était aussi à l'ordre du jour.

Avec La Presse canadienne

### CHAMBRE DES COMMUNES

## Veston et cravate pour les élus en télétravail

LA PRESSE CANADIENNE

Le code vestimentaire devra être respecté par les députés de la Chambre des communes, même si ces derniers siègent en visioconférence dans la nouvelle version hybride des débats. Le vice-président de la Chambre, Chris d'Entremont, en a fait l'annonce mardi aux élus. Il a réitéré qu'il n'était pas question de faire l'impasse sur le décorum, même à distance. Il a aussi rappelé aux députés qu'ils doivent s'assurer qu'aucun accessoire n'est visible à l'écran et que le décor qui s'affiche derrière eux est neutre. M. d'Entremont a prévenu les politiciens qui siègent en présentiel qu'il ne permettrait pas le port de masques affichant des messages. Certains députés ont déjà arboré des couvre-visages faisant la promotion d'entreprises privées.



## ÉDUCATION

## Intégrer le point de vue autochtone

PHILIPPE ST-DENIS  
L'Atelier

Québec prévoit intégrer une perspective autochtone dans la révision de l'ensemble des programmes d'études. La plupart ont été rédigés au début des années 2000, « avant la grande prise de conscience qu'on a faite », a affirmé le ministre de l'Éducation, Jean-François Roberge.

M. Roberge était mardi en compagnie du ministre des Affaires autochtones, Ian Lafrenière, à l'Institut Kiuna d'Odanak, dans le Centre-du-Québec, pour annoncer trois mesures. Le but est de mieux intégrer les jeunes Autochtones dans le réseau de l'éducation et de mieux renseigner les jeunes Québécois sur la réalité des Premières Nations.

« On arrive aujourd'hui pour que nos jeunes Autochtones et Inuits réussissent mieux leur parcours scolaire, mais plus que ça, on veut qu'ils s'épanouissent, qu'ils prennent leur place dans la communauté et au Québec », explique le ministre de l'Éducation. En plus de la révision du programme, le gouvernement a l'intention de créer du matériel pédagogique pour intégrer les réalités autochtones afin que celles-ci soient connues par les jeunes.

La dernière mesure a pour objectif d'ajouter dans les écoles publiques des services professionnels adaptés aux cultures autochtones et des formations pour les enseignants afin de soutenir la réussite des élèves issus de ces communautés.

« Nous travaillons à bâtir le pont de la réconciliation en préparant les jeunes à se connaître les uns les autres, à valoriser les différences culturelles et linguistiques », a commenté le directeur général du Conseil en éducation des Premières Nations, Denis Gros-Louis.

Un budget d'un peu moins de 20 millions sera investi dans ces trois mesures.

Avec La Presse canadienne



« Les trois gestes qu'on va poser [...] vont améliorer le climat social », explique M. Roberge.

Graham Hughes, La Presse canadienne



Geneviève Guilbault a refusé de commenter les suspensions du SPVQ. Jacques Boissinot, La Presse canadienne

## Guilbault promet une enquête transparente

ARTHUR MAROIS  
L'Atelier

La ministre de la Sécurité publique, Geneviève Guilbault, assure que le Commissaire à la déontologie policière fera toute la lumière sur l'intervention du 27 novembre faite par des policiers de Québec, malgré les demandes d'enquêtes indépendantes.

Les agents du Service de police de la Ville de Québec (SPVQ) impliqués dans l'arrestation controversée de Pacifique Niyokwizera ont été suspendus.

### Un examen de mise

Mme Guilbault a expliqué qu'un examen déontologique est de mise, étant donné qu'il est trop tôt pour confirmer s'il y a eu des

infractions criminelles de la part des policiers concernés. Elle a toutefois évoqué la possibilité de

« Les policiers sont tous soumis à un code de déontologie au Québec »  
— Geneviève Guilbault

mettre sur pied une enquête indépendante seulement si le Commissaire le recommande. Selon la loi, le Bureau des enquêtes indépendantes (BEI) peut être chargé d'enquêter sur toute infraction criminelle potentielle commise par un policier.

« Les policiers sont tous soumis à un code de déontologie au Québec, a-t-elle rappelé. Donc c'est au Commissaire à la déontologie policière que revient le mandat de déterminer si oui ou non il y a eu des manquements déontologiques », a poursuivi la ministre de la Sécurité publique.

### Un choix indépendant

La ministre dit avoir fait son choix « indépendamment » de la vidéo de l'arrestation musclée de Jean-Philippe St-Laurent à l'intérieur du restaurant Portofino à Sainte-Foy. Celle-ci s'ajoutait à une autre vidéo montrant une intervention policière antérieure impliquant Pacifique Niyokwizera aux abords du bar Dagobert.

« C'est le BEI qui a l'instance,

qui a la crédibilité puis toute l'indépendance de faire ces vérifications-là pour voir si l'ensemble de l'intervention policière a été faite dans les règles de l'art et vérifier s'il y a eu profilage racial », a expliqué le porte-parole de Québec solidaire, Gabriel Nadeau-Dubois, en conférence de presse mardi.

### Un rapport public

Mme Guilbault s'est engagée à rendre public une bonne partie du rapport d'enquête du Commissaire à la déontologie policière, chose qu'elle n'aurait pas pu faire avec un rapport provenant du BEI selon ses dires. Elle a rappelé que le Commissaire est une institution « complètement indépendante » et distincte du Comité de déontologie policière.

## Québec agit contre la pénurie d'employés

MARIE-SOLEIL LAJEUNESSE  
L'Atelier

Le gouvernement du Québec s'est donné comme défi d'attirer près de 170 000 travailleurs au cours des prochaines années. Plus de 3,9 milliards de dollars seront investis afin de lutter contre la pénurie de main-d'œuvre.

Lors d'une conférence de presse mardi en début d'après-midi à Québec, le premier ministre François Legault a présenté les grandes lignes du plan « Opération main-

d'œuvre » qui cible six secteurs : la santé et les services sociaux, l'éducation, les services de garde, le génie, les technologies de l'information et la construction.

Parmi les mesures du plan, une allocation de 475 \$ par semaine sera offerte aux personnes qui n'ont pas un emploi et qui retournent aux études.

### Des bourses incitatives

Dès l'hiver 2022, une autre mesure de ce plan permettra aux étudiants de niveau postsecondaire

dans les six secteurs ciblés de recevoir une bourse par session pour payer leurs frais de scolarité. Au cégep, des bourses de 1500 \$ seront offertes aux étudiants, alors qu'à l'université, le montant s'élève à 2500 \$.

Tous les étudiants québécois qui sont inscrits à temps plein sont admissibles. La réussite de leur session doit aussi être confirmée avant l'obtention d'une bourse.

D'ici 2026, la ministre de l'Enseignement supérieur, Danielle McCann, cible la diplomation de

36 000 étudiants de plus grâce à « l'Opération main-d'œuvre ».

« Nos étudiants et nos étudiantes vont jouer un rôle central dans le développement économique du Québec », a-t-elle ajouté.

Aucune étude ou analyse n'a toutefois été réalisée par le gouvernement pour déterminer le montant et le nombre de bourses incitatives. « C'est une question de gros bon sens [pour attirer les gens vers les six secteurs] », a déclaré François Legault.



## Des outils pour contrer la désinformation

La pandémie a apporté son lot de conflits dans l'espace public, selon un panel d'experts réunis mardi par l'organisme LaScienceDabord. « Il reste à peu près la moitié de la population qui fait confiance aux médias au Québec. Quand ton travail, c'est l'information, ça devient difficile », a remarqué l'un des membres du panel, Jean-François Cliche, du Soleil. Parmi les idées émises, on compte la formation des scientifiques quant à la vulgarisation dans les médias, puisque la plupart d'entre eux craignent la diffusion d'informations trop simplifiées. Ils appréhendent également les commentaires haineux ainsi que le risque d'être mal cités. *Thomas Lafond*

## COLOMBIE-BRITANNIQUE

### Après les inondations, une pluie diluvienne

Jusqu'à 200 millimètres de pluie pourraient inonder la côte centrale et certaines parties de l'île de Vancouver, selon Environnement Canada. L'agence prévoit une accumulation d'eau sur les routes et des inondations dans les zones basses jusqu'à mercredi, après que des coulées de boue et des inondations ont dévasté certaines parties de la province. Environnement Canada a émis une alerte rouge en raison des fortes précipitations, qui devraient s'intensifier, en plus des prévisions de rafales de 60 km/h. *PC et APT*

## L'ATELIER

### Chef des nouvelles:

Marc-Antoine Franco Rey

Cheffe de pupitre: Sarah Brulé

Actualités: Noémie Rochefort

Politique: Alexis Bataillé

Culture: Florence Cantin

International: Arielle

Desgroseillers Taillon

Économie et sport: Laurent

Corbeil

Photographe: Daphné

Chamberland

Correctrices: Sandrine Côté et

Ariane Dupuis

Journalistes: Violette Cantin,

Camille Cusset, Alice Kirouac-Nascimento,

Marie-Soleil Lajeunesse, Jérémy L'Allier,

Thomas Lafond, Charles

Lanthier, Tristan Mac, Arthur

Marois, Audrey Pilon-Topkara,

Audrey Robitaille, Philippe

Saint-Denis, Luigi Wahmerungo



Josée Masson, Amélie Lemieux et Annie Villeneuve sont allées au micro du FM93 à l'occasion de la journée de financement de Deuil-Jeunesse. *Jimmy Jolicœur*

# Donner pour aider les familles endeuillées

CHARLES LANTHIER  
*L'Atelier*

L'organisme de bienfaisance Deuil-Jeunesse a lancé mardi sa campagne de financement annuelle en ligne. Cette année, l'organisme, qui offre des services d'aide à des gens qui font face à la mort ou à la maladie d'un proche, a tenu l'événement sur Facebook.

La marraine de la campagne est Amélie Lemieux, mère de Romy et Norah Carpentier, tuées par leur père en juillet 2020.

La collecte de fonds « Mardi, je donne » a pour but d'amasser 50 000 \$. Selon Josée Masson, fondatrice et présidente-directrice générale de l'organisme, le but est « plus qu'atteignable » et permettra à l'organisme à but non

lucratif d'investir dans sa mission. Cette dernière est le mieux-être des enfants et des adultes vivant une situation de deuil grâce à une approche personnalisée.

### Un service adapté

Pour Amélie Lemieux, le rôle que l'organisme joue dans son cheminement de deuil est vraiment essentiel.

Elle a accompagné Mme Masson mardi et l'a aidée dans la promotion de cette activité de financement, qui s'est tenue dans plusieurs médias du Québec. Mme Lemieux a choisi cette ressource puisqu'elle affirme que l'organisme l'outille grâce à « ses approches et son accessibilité en tout temps ».

« Avec Deuil-Jeunesse, je sen-

tais [mes filles] plus proches de moi, a confié la marraine de l'événement. Je ne me suis pas trompée. » L'organisme a d'ailleurs

« Avec Deuil-Jeunesse, je sentais [mes filles] plus proches de moi »  
— Amélie Lemieux

construit un jardin en mémoire de ses deux jeunes filles.

### Points de service multiples

Le service de l'organisme est un service d'urgence, ce qui veut dire

qu'il donne en tout temps et sans rendez-vous un accès à différents professionnels, comme des psychothérapeutes, des travailleurs sociaux ou des psychothérapeutes.

De plus, l'organisme, dont le siège social est situé à Québec, offre des points de service à Chambly, Montréal, Saint-Jean-sur-Richelieu, Trois-Rivières et Rimouski dans le but de desservir la plus grande clientèle possible.

Même s'il est basé au Québec, l'organisme d'une vingtaine d'employés peut aussi aider virtuellement des personnes endeuillées à l'extérieur de la province avec ses services de suivi individuel par visioconférence.

Au moment de l'écriture de ces lignes, l'organisme avait récolté 18 000 \$.

## La loi blâme les grévistes d'Ash Grove

La cimenterie aurait eu recours à des briseurs de grève illégaux

JÉRÉMY L'ALLIER  
*L'Atelier*

Il est interdit pour un employeur d'avoir recours à des briseurs de grève qui travaillent de la maison, a décrété le tribunal administratif du travail la semaine dernière.

Ash Grove - CRH Canada, une cimenterie située à Joliette, a transgressé cette règle en imposant une fermeture provisoire aux travailleurs.

La grève avait été décrétée de façon illégale en mai dernier, alors que la convention collective des employés était en vigueur jusqu'au 28 juin.

Au Québec, ordonner une fermeture totale avant la fin d'une convention collective est une violation de la loi.

L'entreprise a exploité une faille du Code du travail, qui n'avait pas de règles concernant le télétravail.

Historiquement, l'interprétation des tribunaux par rapport au lieu de travail ne se limitait qu'aux espaces physiques, une décision révisée depuis.

### Une bataille «loin d'être terminée»

Selon Renaud Gagné, directeur québécois d'Unifor, syndicat représentant les employés de la cimenterie Ash Grove - CRH Canada, le combat ne fait que

commencer. Malgré un verdict du tribunal favorable aux syndicats, M. Gagné mentionne que le gouvernement a beaucoup de travail à faire afin de régulariser le Code du travail, étant donné le concept très nouveau du télétravail.

«Il faut revoir les notions du Code du travail pour le télétravail, car il n'y a pas de réglementation concernant les accidents à la maison», déclare-t-il en entrevue avec *L'Atelier*.





La rémunération globale des salariés de l'administration québécoise est en retard de 9,4 %, selon l'ISQ. Unsplash

## Les syndicats à la défense du secteur public

AUDREY ROBITAILLE  
L'Atelier

Un fossé salarial s'est creusé cette année entre l'administration québécoise et les autres secteurs publics, ont dénoncé certaines centrales syndicales après la publication d'un rapport de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) mardi.

Depuis l'année dernière, on observe un écart salarial de 9,4 % entre les secteurs publics et le secteur privé, incluant les avantages sociaux et les régimes de retraite. Ce chiffre est préoccupant pour les centrales syndicales québécoises.

« Pour nous, ce n'est pas vraiment une nouveauté. Année après année, nous dénonçons les écarts salariaux qui se creusent avec le

gouvernement du Québec et les autres employeurs québécois.

**« La croyance selon laquelle le personnel de l'État bénéficie de conditions de travail en or est un mythe »**  
— Line Lamarre

L'étude de l'ISQ démontre que le gouvernement doit revoir à la hausse ses offres à la table de négociation », déclare Christian Daigle, président général et porte-parole du Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec.

### Appel à l'action

Pour Éric Gingras, président de la Centrale des syndicats du Québec, l'équité salariale est une part importante de l'équation, mais pas seulement. « On l'a vu dans le secteur public, ce n'est pas parce qu'on donne 15 000 \$ de prime à une infirmière qu'on est capable de [l']attirer. Depuis des décennies, on a mis de côté [le fait] de travailler sur des avantages dans le secteur public. Pour nous, c'est clair qu'il faut agir pour changer les choses », explique-t-il.

Il est impératif de combiner l'équité salariale à de meilleures conditions de travail afin de favoriser l'embauche de personnel, selon M. Gingras.

« La croyance selon laquelle le personnel de l'État bénéficie

de conditions de travail en or est un mythe. C'est démontré depuis longtemps et ce nouveau rapport ne fait que le confirmer », constate dans un communiqué de presse la présidente du Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec, Line Lamarre.

### Une augmentation prévue

Si les chiffres de l'étude sont alarmants, ils ne prennent pas en compte l'offre d'augmentations salariales en 2020-2021. Selon François Enault, premier vice-président de la Confédération des syndicats nationaux, le rapport n'est pas exactement « conforme » à la réalité. Les données devraient être plus encourageantes l'année prochaine.

## Augmentation record du PIB au Québec

ARIANE DUPUIS  
L'Atelier

Hausse de 0,9 % du produit intérieur brut (PIB) réel du Québec au mois d'août et de 1,3 % pour le troisième trimestre annuel du Canada : à travers le pays, le PIB connaît une augmentation « record », selon Bertrand Schepper, chercheur à l'Institut de recherche et d'informations socioéconomiques (IRIS).

Statistique Canada, qui a publié ses données du troisième tri-

mestre de 2021 mardi, attribue cette hausse du PIB aux dépenses des ménages et aux exportations. Pour M. Schepper, le contexte de relance économique post-pandémie a favorisé cette augmentation.

« La plupart des gens ont été doubles vaccinés [...] et se sortent de l'esprit de crise », affirme-t-il. Il ajoute qu'après avoir économisé pendant plus d'un an, ces personnes recommencent à dépenser et le taux d'intérêt actuellement faible leur accorde une plus grande possibilité de s'endetter.

### Des chiffres très élevés

Selon Banque Nationale Marchés financiers, « le Québec semble maintenant se relever plus rapidement que le reste du pays ». M. Schepper estime que cette avance pourrait s'expliquer par le salaire minimum étant plus élevé au Québec que dans d'autres provinces ou par l'instauration de mesures ayant favorisé le retour au travail, comme les primes aux infirmières.

Pour les huit premiers mois de 2021, l'économie canadienne a progressé de 5,4 % et le PIB réel

du Québec a augmenté de 8,4 % par rapport à la même période l'an dernier. Des chiffres « très élevés », déclare le chercheur.

Les secteurs des arts, spectacles et loisirs, de l'hébergement et de la restauration sont encore en recul. Impossible de prédire quand les chiffres retourneront à ce qu'ils étaient avant la pandémie, signale M. Schepper puisque tout dépend des nouveaux variants et de la confiance des gens à revenir à la normale. « Mais il y a plus d'espoir qu'il y a un an », souligne-t-il.

### Hausse du crédit canadien

La moyenne des dépenses mensuelles par carte de crédit par titulaire de carte a augmenté au Canada de 3,9 % au troisième trimestre de 2021, selon un rapport publié mardi par Equifax Canada. Par contre, cette hausse ne s'est pas traduite par une incapacité à rembourser le solde puisque le paiement mensuel moyen par consommateur a aussi augmenté. Le rapport indique que l'augmentation de l'activité du crédit, jumelée à la croissance des prêts hypothécaires, a fait grimper de 7,8 % l'endettement global des consommateurs par rapport à l'an dernier. Par individu, la dette moyenne canadienne était de 20 739 \$, alors que la moyenne québécoise est la deuxième plus basse au pays avec 18 126 \$. PC et JL

### Une inflation persistante aux États-Unis

L'arrivée du variant Omicron ferait croître l'incertitude quant à l'inflation, a estimé mardi le président de la Banque centrale américaine (Fed), Jerome Powell, devant une commission du Sénat. Le président de la Fed a jugé qu'il fallait cesser de parler d'inflation « temporaire » aux États-Unis. Cette déclaration accélère la chute des indices boursiers, déjà déstabilisés par les risques associés au variant Omicron. En effet, l'indice de Standard & Poor's affichait une baisse de 1,32 % mardi après-midi avec une chute de plus de 3 % des cours du brut. Les risques seraient à la baisse pour l'emploi et l'activité économique. AFP et CC



### Bénéfices à la Banque Scotia

La Banque Scotia a enregistré une hausse de près de 40 % du bénéfice net par rapport à l'an dernier, ce qui correspond à un niveau « pré-pandémique ». « Nous avons dépassé nos objectifs financiers à moyen terme pour l'exercice 2021 », s'est réjoui Brian Porter, PDG de la Banque Scotia, lors d'une conférence téléphonique tenue mardi matin. L'annonce a été faite lors du dévoilement des résultats financiers du 4<sup>e</sup> trimestre de l'année 2021.

Jérémy L'Allier



## Vol de Lego dans un magasin de jouets allemand

Des dizaines de jeux de Lego ont été volés dans un magasin de jouets de Lippstadt, ville de l'ouest de l'Allemagne. D'après l'agence de presse allemande DPA, les cambrioleurs ont défoncé les murs de la boutique pour s'emparer des jeux de construction, laissant derrière eux des centaines de boîtes vides. La police allemande cherche des témoins de l'incident, survenu la fin de semaine dernière. On ne sait toujours pas si les cambrioleurs ont aussi emporté les livrets d'instructions. Le groupe Lego est une société danoise privée fondée en 1932 et basée dans la ville de Billund, au Danemark.

AP, M-A.F.R.

## MICHIGAN

### Trois morts lors d'une fusillade dans une école

Un jeune de 15 ans a ouvert le feu mardi pour un motif inconnu dans une école secondaire du Michigan. Il a fait trois morts parmi les élèves et huit blessés, dont un enseignant, rapporte la police locale. Le tireur présumé, lui-même élève de l'établissement situé dans la ville d'Oxford, a été arrêté et n'a pas expliqué son geste, a précisé un responsable de la police. Plus d'une centaine d'appels au 911 ont été enregistrés, alors que le tireur a fait feu entre 15 et 20 fois avec une arme de poing semi-automatique en l'espace de quelques minutes. Six blessés étaient à l'hôpital dans un état stable en fin de journée. AFP et CG



## PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE

### Zemmour candidat

Le polémiste d'extrême droite Eric Zemmour a annoncé mardi sa candidature à la présidentielle en France. L'ancien journaliste avait fait une percée fulgurante dans les sondages, mais accumule les revers depuis plusieurs semaines. Il tiendra sa première rencontre de campagne dimanche au Zénith de Paris. Il pourrait aborder son programme, qui inclurait un référendum sur l'immigration. AFP et DC



Aussitôt devenue république, la Barbade a annoncé que Rihanna serait nommée héroïne nationale. Marc-Antoine Franco Rey, L'Atelier

# La Barbade devient maîtresse chez elle

VIOLETTE CANTIN  
L'Atelier

Émancipation, décolonisation, quête identitaire : voilà autant de thèmes intimement liés au nouveau statut de la Barbade, qui est officiellement devenue une république en se détachant de la couronne britannique au cours d'une cérémonie officielle, mardi.

Exactement 55 ans après l'indépendance du pays, la première ministre, Mia Mottley, a retiré à la reine Elizabeth II son titre de cheffe d'État pour le confier à la toute nouvelle présidente, Sandra Mason.

C'était jour de célébration sur l'île en cette journée de fête nationale aussi synonyme de renouveau identitaire.

## Fierté décolonisée

Ce changement de structure étatique a des ramifications plus profondes pour l'ex-président de la Barbados Canada Association Joel Alleyne. Arrivé au Canada en 1968, il est fier du changement de pouvoir dans son pays d'origine.

« Nous avons maintenant notre propre présidente. Cela vient mettre fin à plusieurs centaines d'années de traditions et de contrôle colonial », se réjouit-il. Pour lui, cela concrétise l'indépendance de la Barbade et la positionne aussi comme leader dans les Caraïbes.

La doctorante en science politique et spécialiste des Caraïbes Michelle E. J. Martineau croit aussi que des événements sociopolitiques ont accentué la lassitude du

peuple barbadien envers le pouvoir britannique.

C'est le cas de l'avènement du

« Cela vient mettre fin à plusieurs centaines d'années de traditions et de contrôle colonial » — Joel Alleyne

mouvement Black Lives Matter, mais surtout du scandale Windrush, survenu dans les années 1940-1950.

Le Royaume-Uni avait alors détenu, maltraité et déporté plus de 10 000 migrants caribéens.

## Nouvelle ère

Michelle E. J. Martineau observe l'impact de la première ministre, Mia Mottley, dans le processus politique : « Mme Mottley a souvent martelé que la population barbadienne pouvait piloter son pays par elle-même. »

Joel Alleyne soutient que la population a très bien accueilli la décision de se doter de sa propre cheffe d'État.

« Il y a certaines personnes qui trouvent qu'on avance trop vite. Mais considérant que la présence coloniale dure depuis des centaines d'années, je trouve qu'on avance plutôt lentement », déclare-t-il. Il envisage l'avenir avec optimisme.

« Il faut que nous prenions notre destin en main », énonce-t-il.

# Le pilote d'Epstein cite des noms célèbres

AGENCE FRANCE-PRESSE

Un pilote d'avion employé pendant plus de 30 ans par le milliardaire Jeffrey Epstein s'est rappelé mardi, au procès de Ghislaine Maxwell, d'avoir transporté des célébrités telles que Donald Trump, Bill Clinton et le prince Andrew, dans un des avions de M. Epstein.

## Pilote des milliardaires

Interrogé par l'un des avocats de l'accusée, l'ancien pilote de M. Epstein, Lawrence Visoski, a ré-

pondu par l'affirmative quand on lui a demandé s'il se souvenait d'avoir déjà transporté dans un avion du milliardaire plusieurs noms déjà cités parmi des personnalités ayant fréquenté M. Epstein. Parmi eux se trouve le prince Andrew, deuxième fils de la reine d'Angleterre Elizabeth II, poursuivi au civil à New York pour agressions sexuelles par une victime du milliardaire américain, faits qu'il a toujours contestés.

Le pilote, qui avait l'habitude de transporter les invités de Jeffrey Epstein, s'est également souvenu

de la présence de Kevin Spacey.

## Rien d'illégal à signaler

Il a expliqué qu'il n'avait jamais été témoin de comportements inappropriés de la part de passagers, tout en précisant que sa cabine de pilotage était fermée durant le vol.

Il a ajouté qu'il ne les avait « certainement pas vus » avoir des relations sexuelles avec des mineurs. Lawrence Visoski a aussi été interrogé sur l'une des témoins clés de l'accusation, mineure à l'époque des faits, selon les procureurs. Il a

répondu qu'à ses yeux, il s'agissait plutôt d'« une femme mûre ».

## Le procès

Devant une cour fédérale de Manhattan, le procès de Ghislaine Maxwell, 59 ans, a débuté lundi. Elle est accusée d'avoir participé au recrutement de jeunes filles mineures de 1994 à 2004 et de les avoir mises à la disposition de M. Epstein à des fins sexuelles.

Elle se dit innocente et plaide non coupable des six chefs d'accusation.





L'avis des voyageurs a été modifié à la suite du resserrement des mesures sanitaires en place. Spencer Platt, Getty Images

# Les voyageurs désorientés face à la menace Omicron

CHARLES LANTHIER  
L'Atelier

À la suite du resserrement des mesures sanitaires, un certain nombre de voyageurs se questionnent sur le besoin d'aller voir leur famille avec le temps des fêtes qui approche.

C'est le cas de Jamal Fraygui, un avocat de Montréal originaire du Maroc, qui ne prévoit pas aller dans un avenir proche au royaume chérifien.

« Moi, oublie-moi, c'est pas pour demain », affirme l'homme. Il ajoute que toute la famille de son frère résidant au Maroc a contracté la COVID-19. Le Maroc fait partie de la liste des pays où les ressortissants ne seront plus acceptés au Canada. S'ajoutaient à

cette liste mardi le Nigeria, le Malawi et l'Égypte.

« Les gens mentent, ils disent qu'ils sont vaccinés, mais ils ne le sont pas »  
— Maria Hallag

« Les gens mentent, ils disent qu'ils sont vaccinés, mais ils ne le sont pas », déclare Maria Hallag, une jeune femme originaire d'Égypte. Elle raconte que la grande majorité de sa famille a attrapé la COVID-19 à la suite d'un mariage où plusieurs personnes non vaccinées ont men-

ti sur leur situation vaccinale. D'ailleurs, ses cousins résidant à temps plein en France y vont habituellement durant les vacances, mais pas cette année, puisque dans ce pays, « tout le monde a peur, tout le monde s'isole, personne ne veut sortir et personne n'a confiance en quiconque », a souligné Mme Hallag.

## Ne pas agir impulsivement

D'un autre côté, « il ne faut pas agir impulsivement », selon Marie-Chantal Labelle, copropriétaire de l'agence de voyages Les routes du monde. Pour Mme Labelle, la situation qui sévit présentement en Afrique « affecte le niveau d'appel pour les réservations », mais est « moins grave sur place ». En effet, la femme

d'affaires revient tout juste d'un voyage en Tanzanie : « Le mode de vie est très différent en Afrique [...], ils ont des vaccins, mais personne pour les administrer et il faudrait envoyer des gens avant que ces vaccins soient périmés. »

Pour Hilary Berreby, une citoyenne française, ce n'est pas l'envie qui manque : « J'ai fait une demande hier pour aller en Israël et elle a été refusée ce matin », affirme-t-elle. Elle voulait se rendre dans le pays pour le mariage de sa cousine. Elle qui est vaccinée adéquatement « n'a pas peur de la pandémie » et « a très hâte de pouvoir se déplacer comme elle le désire ».

Elle pourra formuler une autre demande au gouvernement israélien d'ici deux semaines.

## Omicron met de l'avant les inégalités

MARIE-SOLEIL LAJEUNESSE  
L'Atelier

L'émergence du variant Omicron appuie les prévisions scientifiques qui estiment que la COVID-19 va continuer de se développer tant que tous les pays n'auront pas une couverture vaccinale adéquate.

Les quantités énormes de vaccins achetés par les pays riches ont créé des inégalités pour le nombre de doses données dans les pays les plus démunis, comme les na-

tions d'Afrique. Moins de 7 % de la population est vaccinée sur ce continent jusqu'à présent. Plus le coronavirus circule au sein des populations non vaccinées, plus il devient contagieux.

Pendant ce temps, certains pays riches commencent à offrir une troisième dose, au détriment des populations qui attendent toujours leur première. « Ça illustre les risques fondamentaux pour tout le monde de ne pas s'être attaqué sérieusement aux inégalités qui persistent dans la lutte mondiale

contre la maladie et les problèmes de santé », a indiqué le docteur Osman Dar, qui dirige le projet One Health pour Chatham House.

## La vaccination mondiale

Mardi, lors de l'ouverture d'une réunion annuelle avec des ministres des Affaires étrangères du Groupe des 77 et de la Chine, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), António Guterres, a déclaré que « seul un plan de vaccination mondial » pouvait « mettre fin à une pandé-

mie mondiale ».

« Chaque personne, partout dans le monde, doit avoir accès aux vaccins, aux tests et aux traitements contre la COVID-19 », a-t-il insisté.

Selon l'ONU, seuls 12 pays à revenu moyen, 27 à revenu supérieur et 71 pays à très haut niveau de revenu ont atteint la barre des 40 % de personnes vaccinées. Aucun pays à faible revenu n'a atteint ce pourcentage.

Avec l'Associated Press et l'Agence France-Presse

## Le nouveau variant circulait déjà aux Pays-Bas

Les autorités sanitaires néerlandaises ont déclaré mardi que le variant Omicron s'était propagé aux Pays-Bas plus tôt que ce qui avait été estimé, soit avant que l'Afrique du Sud ne le signale pour la première fois. Il a été détecté dans deux échantillons de test prélevés les 19 et 23 novembre. Une des deux personnes concernées n'avait pas voyagé récemment, ce qui indique que le variant se répandait déjà. Les Pays-Bas pensaient d'abord que les premiers cas se trouvaient parmi les passagers de deux avions venant d'Afrique du Sud arrivés vendredi à Amsterdam, dont 14 étaient porteurs du variant.

AFP

## Voyages déconseillés pour les 60 ans et plus

Les personnes à risque devraient éviter de voyager, a recommandé mardi l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en raison de l'apparition du nouveau variant Omicron. Celle-ci conseille aux personnes qui sont en mauvaise santé ou qui risquent de développer une forme grave de la COVID-19, comme les personnes âgées de 60 ans et plus, de reporter leur voyage. L'OMS a par contre souligné que « les interdictions générales de voyager n'empêcheraient pas la propagation » de ce variant, mais qu'elle comprenait « le souci de tous les pays de protéger leurs citoyens ».

AFP



## Nouveau vaccin en Afrique

Le laboratoire pharmaceutique sud-africain Aspen a signé un accord avec Johnson & Johnson. L'objectif est d'ouvrir la voie à la production d'un vaccin anti-COVID « fabriqué en Afrique pour l'Afrique ». « Aujourd'hui, nous sommes heureux d'annoncer l'intention de Johnson & Johnson d'accorder à Aspen les droits de fabrication et de vente de sa marque de vaccin en Afrique », a déclaré le directeur général d'Aspen, Stephen Saad.

AFP





## CIRQUE DU SOLEIL

## Daniel Lamarre tire sa révérence

Après 20 ans à la direction du Cirque du Soleil, Daniel Lamarre cède son siège de président et de chef de la direction à Stéphane Lefebvre. Il demeurera toutefois chez le géant québécois à titre de vice-président pour assurer une bonne transition. M. Lefebvre était chef de l'exploitation. « Après avoir contribué à bâtir cette organisation extraordinaire au cours des deux dernières décennies, je me sens privilégié d'avoir contribué à la relance du Cirque du Soleil et je crois que le moment est venu », a affirmé Daniel Lamarre dans un communiqué. M. Lefebvre a aussi déclaré que c'est un honneur d'occuper de telles fonctions. *TM*

## OSHEAGA

## Les Foo Fighters au parc Jean-Drapeau

Les Foo Fighters ont annoncé mardi qu'ils participeraient à la quinzième édition du festival d'Osheaga. Le groupe de hard rock prendra part au festival le 29 juillet prochain si les conditions sanitaires le permettent. Après l'annulation du festival en 2020 et la reprogrammation spéciale de 2021, les Foo Fighters renouvellent leur engagement pour l'édition de 2022. Ce sont les premiers artistes à confirmer leur présence à Osheaga. À l'édition de 2021, en plus des Foo Fighters, des artistes de renommée internationale, comme Post Malone, Cardi B, Sufjan Stevens et Lana Del Rey, devaient jouer à Montréal. *Alexis Bataillé*

# Quête de parité au cinéma

L'univers du long métrage de fiction s'ouvre aux réalisatrices québécoises, qui ont signé plus de films en 2019 que jamais auparavant

CAMILLE CUSSET  
L'Atelier

La proportion de réalisatrices québécoises a augmenté en 2019, selon les résultats de l'étude *Qui filme qui?*, menée par trois chercheuses en collaboration avec l'organisation Réalisatrices équitables.

Francine Descarries, Anna Lupien et Anouk Bélanger se sont basées sur un corpus de 49 longs métrages de fiction, sortis en salle en 2018 et en 2019, pour dresser un portrait de la profession de réalisatrice au Québec.

Sur l'ensemble de ces films, 25

ont été réalisés par des femmes. « En 2011, 7 fictions avaient été

« Il y a tellement de filtres par lesquels les femmes doivent passer avant d'obtenir des fonds » — Isabelle Hayeur

réalisées par des femmes.

On constate aussi que le nombre de femmes réalisatrices a doublé, même s'il y a encore du chemin à

parcourir », a déclaré la réalisatrice et chercheuse Anna Lupien.

Cette évolution est la conséquence des mesures de parité instaurées ces dernières années.

### Une touche féminine

L'étude a également permis de mettre de l'avant des constantes particulières présentes dans les films réalisés par des femmes, en comparaison à ceux réalisés par leurs confrères masculins.

Ainsi, on constate que les personnages mis en scène par des femmes sont dotés d'une complexité plus profonde ainsi que d'une plus grande diversité.

Anna Lupien ajoute : « On a beaucoup plus de premiers rôles féminins maintenant que les femmes sont mieux représentées dans l'industrie. »

### Discrimination budgétaire

Les organismes de financement opposent des obstacles aux réalisatrices qui ont besoin de fonds.

« Ils veulent investir sur des gens qui représentent peu de risques selon leurs critères. Il y a tellement de filtres par lesquels les femmes doivent passer avant d'obtenir des fonds », dit Isabelle Hayeur, ex-présidente de Réalisatrices équitables.

# Québec investit dans l'art

LUIGI WAHMEREUNGO-PALMIERI  
L'Atelier

Une somme additionnelle de 4,3 millions de dollars sera investie par le gouvernement du Québec dans 107 organismes de formation en art. Le programme Aide au fonctionnement pour les organismes de formation en art (PAFOFA) prévoit la revitalisation du milieu culturel québécois afin de combattre les difficultés rencontrées pendant la pandémie.

Des sommes conséquentes seront livrées à plusieurs centres de formation artistique. Par exemple, l'École de cirque de Québec recevra près de 525 000 \$.

Tim Roberts, le directeur de l'École, a réagi positivement à cet investissement. « On apprécie la reconnaissance du ministère de la Culture. L'argent sera utilisé pour améliorer l'expérience des étudiants ainsi que pour récompenser les professeurs. Ce montant va nous aider à améliorer les exigences de formations ainsi qu'aug-

menter la qualité de travail de notre personnel », affirme-t-il.

### Trois principes

Le PAFOFA suit trois principes : L'excellence : favoriser le développement des compétences pouvant mener à la carrière artistique.

L'accessibilité : favoriser l'accessibilité territoriale à la formation en art.

La vitalité : accroître la vitalité du territoire et de la culture.

La ministre de la Culture et des Communications, Nathalie Roy,

estime que « la culture et l'éducation sont des priorités pour le gouvernement. C'est pourquoi nous investissons dans une offre de qualité en formation en art. Je souhaite offrir aux artistes et aux travailleurs culturels la possibilité de se perfectionner, et ce, dans toutes les régions du Québec. »

Chaque établissement sera classé par envergure. Le programme prévoit cinq catégories : envergure locale, régionale, québécoise, pancanadienne et même internationale.



## L'espionnage en vedette au MAC

Une nouvelle exposition du Musée d'art contemporain de Montréal portant sur la cybersurveillance sera lancée le 1<sup>er</sup> décembre. Créée par Forensic Architecture et Laura Poitras, *Contagion de la terreur* porte notamment sur le logiciel d'espionnage Pegasus. Sur une musique de Brian Eno et avec une narration d'Edward Snowden, cette collection d'œuvres numériques sera présentée dans les nouveaux locaux du MAC à la Place Ville Marie jusqu'au 18 avril 2022. *L'Atelier*



## L'étoile de Marie-Claire Blais s'éteint

VIOLETTE CANTIN  
L'Atelier

L'écrivaine québécoise Marie-Claire Blais est décédée mardi soir à l'âge de 82 ans dans sa résidence de Key West, en Floride, où elle vivait depuis plusieurs dizaines d'années. L'emblématique autrice québécoise a écrit plus d'une trentaine de romans au cours de sa foisonnante carrière.

Marie-Claire Blais s'est affirmée comme légende de la littérature québécoise en 1966. Elle était alors devenue la première québécoise à obtenir le prix Médicis pour son roman *Une saison dans la vie d'Emmanuel*, une satire féroce et cruelle du Québec à la campagne dans les années 1940 qui aborde des thèmes tels que le suicide et l'inceste.

Elle est également connue pour sa série de livres intitulée *Soifs*, qui compte onze tomes.

En octobre 2021, elle a publié son dernier roman, *Un cœur habité de mille voix*, aux éditions du Boréal. L'écrivaine a remporté plusieurs prix littéraires au cours de sa carrière, en plus d'être parfois citée comme lauréate potentielle du prix Nobel de littérature.

### Succès fulgurant

Née à Québec en 1939 dans un milieu ouvrier, Marie-Claire Blais a publié dès l'âge de 20 ans son premier roman, *La Belle Bête*, qui a obtenu un succès critique et qui lui a permis d'obtenir une bourse de la fondation Guggenheim. C'est pendant ces années qu'elle a écrit son roman le plus connu, *Une saison dans la vie d'Emmanuel*, qui lui a assuré une renommée internationale. Elle s'est plus tard installée aux États-Unis pour se consacrer à l'écriture jusqu'à son décès.

### Luttes sociales

Marie-Claire Blais avait comme thèmes de prédilection les luttes homosexuelle et féministe. Elle s'intéressait aux enjeux touchant les communautés ethniques et trans, et abordait de façon récurrente les thèmes du refus de se conformer et de l'enfance solitaire dans ses livres. Ses œuvres ont connu une large diffusion et ont été traduites dans plusieurs langues. Trois d'entre elles ont été adaptées au cinéma.

### Réactions

Plusieurs personnalités publiques ont salué la mémoire de l'écrivaine sur les réseaux sociaux. La cheffe du Parti libéral du Québec, Dominique Anglade, a salué son œuvre « criante de pertinence », tandis que le premier ministre François Legault a offert ses condoléances à tous les proches de cette « grande auteure ».

## L'an 8000 au goût du jour

JÉRÉMY L'ALLIER  
L'Atelier

Un an après avoir présenté son dernier album solo, Serge Robert, plus connu sous le nom de Mononc' Serge, partageait lundi son 15<sup>e</sup> album, intitulé *L'an 8000*, avec le public montréalais.

*L'an 8000*, qui peut sembler être un album thématique, a été écrit « sans fil conducteur », a indiqué l'artiste au bagage impressionnant. Celui qui qualifie sa musique de « trash » et d'« humoristique » affirme que la sonorité de cet album provient « du résultat de tout ce que j'ai écouté dans ma vie. » Son inspiration pour le titre provient de Gaston Miron, qui affirmait que la poésie est un art qui traverse les générations. Serge Robert, au contraire, croit qu'il sera incompris dans le futur.

De la ballade jusqu'au *heavy metal*, l'album couvre plusieurs styles musicaux. « Il faut dire que l'arrangement musical a été une surprise pour moi, étant donné que la majorité des arrangements sont faits par mon band », a affirmé l'ancien bassiste du groupe mythique Les Colocs.

### Un album à prendre au deuxième degré

Bien que certaines chansons de l'album puissent paraître « engagées », Mononc' Serge affirme qu'elles ne représentent pas vraiment ses propres opinions sur la société. « Mon but n'est pas de prendre position dans mes chansons, même si on peut les interpréter comme si c'était le cas », avoue-t-il en entrevue avec *L'Atelier*. Il dit représenter des « personnages » lorsqu'il écrit ses chansons, mais



Mononc' Serge est fébrile à l'idée de se produire sur scène. Photo fournie par Mononc' Serge

il ne se sert pas de Mononc' Serge comme d'un alter ego pour dire des « niaiseries à tout le monde qui l'écoute. »

Dans la chanson intitulée *Fier de mon cash*, il incarne un personnage antisocialiste qui critique les subventions gouvernementales. Il a toutefois confié au journal qu'il est « très mal placé pour critiquer les subventions ». Comme quoi il peut être parfois aux antipodes des personnages qu'il incarne dans ses morceaux.

### Un artiste pas si engagé

Selon l'ancien bassiste, la musique ne « sert pas à quelque chose ». Au contraire, elle de-

vrait simplement constituer un art. Il affirme qu'il cherche seulement à faire des chansons qui « marchent », c'est-à-dire des chansons qui sonnent bien. « Je ne cherche pas à changer le monde avec mes chansons », lance l'artiste.

Il ajoute même que certains artistes sont parfois « trop engagés » et hypocrites.

M. Robert est quelques fois surpris de l'interprétation que les gens font de ses œuvres musicales. Selon lui, le public cherche trop souvent des significations à des chansons qui n'en ont pas à l'origine.

Il ajoute que ses pièces sont souvent écrites sur « des coups de tête » et qu'elles représentent seule-

ment une « bulle » dans laquelle il se trouve.

### Fébrile de retourner devant les spectateurs

Même si Serge Robert est un homme extrêmement calme en entrevue, c'est loin d'être le cas sur scène. D'ailleurs, il était plus que fébrile à l'idée de fouler à nouveau les planches des scènes à travers le Québec et de reprendre contact avec le public après une longue pause.

Il sera en spectacle dans le cadre de *La messe de Noël de Mononc' Serge* le 28 décembre à Québec, le 29 décembre à Sherbrooke et le 30 décembre à Montréal.

## Le difficile quotidien d'un musicien souterrain

THOMAS LAFOND  
L'Atelier

Après une absence de 19 mois, les musiciens de métro ont enfin fait leur retour dans les différentes stations de la STM.

Claude Gélinau est violoniste de métro depuis plus de 30 ans. « J'ai commencé quand j'étais étudiant en 1990 pour arrondir mes fins de mois. Depuis, ça me permet de vivre de mon art modestement, mais ça fait le travail », explique-t-il.

### Frappé durement par la COVID-19

La pandémie a été extrêmement difficile dans son cas. « Du jour au lendemain, j'ai perdu tous mes contrats parce qu'ils étaient annulés ou repoussés, révèle le musicien. J'ai toutefois pu faire quelques funérailles, mais ce n'était pas assez et on s'entend que c'est moins plaisant dans ce temps-là. »

Il estime également que la musique a grandement souffert lors de la pandémie. « C'est un virus qui

nous rend asociaux, et la musique, le violon surtout, c'est un instrument social, ça sert à nous rassembler », ajoute-t-il.

### « On est tenus pour acquis »

Bien qu'il soit heureux de son retour dans les couloirs de la STM,

« [On] nous applaudit et on nous félicite, mais à la fin de la journée, je ne fais pas plus d'argent » — Claude Gélinau

il admet préférer jouer à l'extérieur, bien que ce ne soit possible que 4 ou 5 mois par année. « Dehors, c'est plus payant, reconnaît le musicien. Les gens prennent le temps de s'arrêter pour nous donner de l'argent, alors qu'on est tenu pour acquis dans le métro. Nous sommes là pour mettre une

ambiance, mais j'ai remarqué qu'il y a présentement près de 25 % des gens qui payent, alors que c'était la moitié quand j'ai commencé. »

Il explique cette baisse par la diminution de la circulation d'argent liquide. Les gens n'ont plus de monnaie de nos jours, puisque tout se paye par carte, selon lui. « Aujourd'hui, ils nous applaudissent et nous félicitent, mais à la fin de la journée, je ne fais pas plus d'argent », déplore-t-il.

De plus, il mentionne qu'il est plus difficile de jouer dans le métro puisque le choix de musique est beaucoup plus limité. « Quand tu joues du violon dans le métro, il faut jouer [...] de la musique entraînante. Si tu joues un rythme plus relaxant, le public va t'ignorer, alors que s'il reconnaît une chanson, il va s'arrêter et c'est à ce moment-là qu'il risque de payer. Présentement, j'ai commencé à jouer mes chansons de Noël, donc, pour l'instant, ça va bien. Par contre, ça devient plus difficile d'avoir de l'intérêt quand arrive printemps », conclut le violoniste.

### LOI SUR LA RADIODIFFUSION

## Promouvoir la musique canadienne

LA PRESSE CANADIENNE

Une lettre ouverte rappelant l'urgence d'une mise à jour de la Loi sur la radiodiffusion pour le secteur de la musique canadienne a été publiée cette semaine par le directeur général de l'Association des professionnels de l'édition musicale, Jérôme Payette, et la directrice de l'ADISQ, Eve Paré. Ils souhaitent que cette loi inclue les services de diffusion en continu, comme Spotify et Apple Music, pour partager leurs données avec le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC). Cette mesure permettrait de calculer la proportion de contenu produit au pays et mis de l'avant par ces services. Le CRTC pourrait éventuellement exiger un seuil minimal de recommandations de contenu canadien et francophone, comme il le fait avec les radios commerciales.



# Grand retour du hockey sur les patinoires extérieures

PHILIPPE ST-DENIS  
L'Atelier

Le hockey est de retour sur les patinoires extérieures de Montréal après un an d'absence due à la COVID-19. « L'hiver dernier, afin de suivre les consignes sanitaires au sujet de la COVID-19, les filets de hockey ont été retirés », explique la chargée en communication de l'arrondissement d'Achats-Cartierville, Annie Brouillette. Les patinoires, les filets et les matchs de hockey pourront donc être de la partie.

« Généralement, nous sommes en mesure d'ouvrir les patinoires extérieures dès le temps des fêtes et nous faisons tout notre possible pour les maintenir en bonne condition pour la relâche scolaire », ajoute Mme Brouillette.

## Un grand nombre de patinoires

Dans le Grand Montréal, il y a 260 patinoires extérieures réparties dans les 19 arrondissements. Grâce à un système de réfrigération, 8 patinoires, dont celle de LaSalle et celle du parc du Mont-Royal ouvrent tôt dans la saison et restent ouvertes plus tard que les patinoires naturelles. « Entretenir une patinoire réfrigérée signifie aussi planifier et coordonner différentes tâches, tôt en saison, et cela est effectué par une équipe spécialisée de chaque arrondissement », mentionne la relationniste pour la Ville de Montréal Karla Duval.

Les endroits où il y a des patinoires sont déterminés selon plu-



Les temps doux, la pluie et les épisodes de gel-dégel sont le principal obstacle des patinoires extérieures. Daphné Chamberland, L'Atelier

sieurs facteurs, notamment en fonction de la fréquentation des parcs, de l'achalandage et de la présence d'un chalet de parc pour accueillir les citoyens. « Nous souhaitons desservir localement les citoyens, et ce, le plus possible », indique la chargée de communication d'Achats-Cartierville.

## Bleu-Blanc-Bouge

Encore cette année, les patinoires de la Fondation des Canadiens pour l'enfance, dont la su-

perficie égale celle des surfaces professionnelles, seront à la disposition des hockeyeurs qui voudront imiter leurs idoles. « Dotées d'un système de réfrigération des plus modernes, ces patinoires offrent une qualité de glace qui atteint les standards professionnels », explique Mme Brouillette.

En 2008, la Fondation des Canadiens pour l'enfance avait lancé le projet de faire des patinoires dans les quartiers défavorisés. À ce jour, dans tout le Québec, il y

a 12 patinoires Bleu-Blanc-Bouge.

## Un nouvel endroit à Montréal

Dans le Quartier des spectacles de Montréal, une nouvelle patinoire sera installée pour les amateurs de patin libre. L'esplanade Tranquille permettra aux Montréalais d'avoir accès à une grande patinoire extérieure réfrigérée. Son ouverture et celle du pavillon de l'esplanade Tranquille sont prévues en début d'année 2022.

## CHRONIQUE

# Place aux femmes chez le CH

PHILIPPE ST-DENIS

Geoff Molson a mentionné en conférence de presse qu'il veut engager des personnes issues de la diversité dans l'état-major des Canadiens. C'est le temps ou jamais!

Au Québec, le nombre de femmes compétentes dans le hockey est énorme. On peut penser à Danièle Sauvageau, qui pourrait très bien être la femme de la situation. Mme Sauvageau œuvre dans le hockey depuis plus de 20 ans et a gagné partout. De plus, elle a su développer un grand nombre de joueuses avec l'équipe canadienne et sait trouver du talent. Avec Hockey Canada, elle a été directrice générale du programme féminin en plus de diriger les Carabins de l'Université de Montréal, l'un des meilleurs programmes de hockey féminin au pays. Qu'attend le CH pour lui offrir un rôle d'importance? Elle est nettement plus qualifiée qu'un homme engagé uniquement pour avoir réussi à se rendre dans la Ligue nationale de hockey. Si le club décide de choisir un homme peu expérimenté comme nouveau directeur général, il devrait l'entourer de personnes qui sont habituées à occuper des postes de gestion. Et cela ne devrait absolument pas exclure des femmes.

## Perdre du talent, encore

Les Canadiens de Montréal n'ont pas le luxe de passer à côté d'une aussi bonne tête de hockey que Danièle Sauvageau. L'équipe se fait souvent reprocher de laisser échapper de jeunes joueurs locaux. Le même phénomène ne doit pas se reproduire lorsqu'il est question de Québécoises dont l'expertise est reconnue partout ailleurs.

Il est déjà scandaleux que les Maple Leafs aient offert à Danielle Goyette le poste de directrice du développement des joueurs avant les Canadiens. Il est grand temps que les Canadiens de Montréal donnent plus de responsabilités à des femmes. France Margaret Bélanger prend de plus en plus de place dans l'administration du groupe CH, mais des femmes comme Kim St-Pierre, Caroline Ouellette ou Manon Rhéaume pourraient très bien faire de l'excellent travail au sein des opérations hockey.

Si les Canadiens ont peur de choquer, ils peuvent être rassurés. Au baseball, les Marlins de Miami ont une femme comme directrice générale, et personne n'est mort.

La liste de choix est incroyable, et il est impératif de s'intéresser aux hockeyeuses québécoises et canadiennes un peu plus souvent que tous les quatre ans, en finale olympique.

Qui sait, les hockeyeuses canadiennes ont peut-être quelque chose à apprendre au Tricolore sur l'art de gagner.

## Ballou Tabla et 5 autres joueurs quittent le CF Montréal

LUIGI WAHMEREUNGO-PALMIERI  
L'Atelier

Le contrat du milieu de terrain Jean-Yves Ballou Tabla, n'a pas été renouvelé. CF Montréal a décidé de ne pas renouveler le contrat de cinq autres joueurs. Le défenseur Mustafa Kizza, les milieux de terrain Clément Bayiha et Emanuel Maciel ainsi que le gardien Sebastian Breza font partie du lot.

Cette annonce survient quelques jours après le départ du défenseur Rudy Camacho. Le club prévoit aussi trouver un accord avec le milieu de terrain Lassi Lappalainen.

Le défenseur Zachary Brault-Guillard et l'attaquant québécois Mathieu Choinière seront de retour avec l'équipe pour la prochaine rencontre du CF Montréal.

## Laurent Dubreuil vit au jour le jour en vue de Pékin 2022

TRISTAN MAC  
L'Atelier

Laurent Dubreuil est serein en vue des Jeux olympiques de Pékin 2022. Il vit le moment présent, et sa présente saison est sublime : il a remporté pas moins de quatre médailles depuis le début de la campagne.

Le patineur de vitesse de longue piste a gagné une fois l'or et le bronze ainsi que l'argent à deux reprises. Celui-ci est bien heureux de sa saison. « Je suis présentement premier au classement mondial. Ça va super bien. Au 500 mètres avec mes quatre médailles, ça ne peut pas aller mieux et je suis aussi content de mes résultats au 1000 mètres », dit Laurent Dubreuil.

## Préparation pour Pékin 2022

En entrevue exclusive avec L'Atelier, l'athlète de 29 ans explique son entraînement annuel. « C'est 11 mois d'entraînement par année. Je m'entraîne en salle continuelle-

ment depuis le mois d'avril et on patine une première fois en août. »

Dubreuil mentionne d'ailleurs qu'il y a certaines spécificités dans le patinage de longue piste. Par exemple, il ne peut pas tourner du côté gauche. « On sait comment patiner, mais notre sport est rem-

« Tout ce que je peux contrôler est ma préparation et de m'assurer que je sois à mon meilleur »  
— Laurent Dubreuil

pli de petits détails. Ça prend plusieurs mois avant de se sentir prêt en début de course. Même avec trois dixièmes de seconde de différence, tu n'as pas de marge d'erreur », estime-t-il.

Le variant Omicron ne change rien dans la préparation de M. Dubreuil. « Je ne peux rien contrôler, que ce soit une grosse vague de cas,

une annulation ou un report des Jeux. Tout ce que je peux contrôler est ma préparation et de m'assurer que je sois à mon meilleur pour s'ils ont lieu », explique M. Dubreuil.

## Une famille passionnée

La passion de Laurent pour le patinage de vitesse est contagieuse. Elle lui vient de ses parents, qui ont également été des athlètes olympiques. Son père, Robert Dubreuil, a participé aux Jeux olympiques de Calgary en 1988 et à ceux d'Albertville en 1992. Sa mère, Ariane Loignon, était au rendez-vous en Alberta en 1988.

Laurent Dubreuil exprime sa gratitude à l'égard de sa famille, y compris sa fille de deux ans. « Même si le patin ne va pas bien, le plus important est que ma fille aille bien et qu'elle ne manque de rien. Ma vie de père me rend heureux et, chaque fois que je manque des moments avec elle, ça me fait de la peine », souligne le patineur.

Il mentionne qu'avec son mode de vie, il profite des petits moments précieux avec son épouse et sa fille.